



Parce que chacun compte

L'UNFPA, Fonds des Nations

Unies pour la population, est
une agence de

développement international

qui œuvre en faveur du droit

à la santé et de l'égalité des

chances de chacun, femme,

homme et enfant. L'UNFPA

offre son appui aux pays

pour utiliser les données

démographiques dans la

formulation des politiques et

des programmes visant à

réduire la pauvreté et pour

faire en sorte que chaque

grossesse soit désirée, que

chaque accouchement soit

sans danger, que chacun soit

protégé du VIH/SIDA et que

toutes les filles et toutes les

femmes soient traitées avec

dignité et respect.

UN BESOIN MONDIAL DE PLANIFICATION FAMILIALE

AU NIVEAU MONDIAL, ENVIRON 200 MILLIONS DE FEMMES disent qu'elles souhaitent différer leur prochaine grossesse ou la prévenir, mais elles n'utilisent pas un moyen de contraception efficace. Ou bien elles n'y ont pas accès, ou bien elles pensent qu'elles ne seront pas enceintes, ou bien elles en craignent les effets secondaires, ou bien leurs familles y font objection.

RÉSULTAT: des milliers de grossesses non recherchées, la mauvaise santé et des décès maternels.

L'accès aux contraceptifs confère aux femmes l'autonomie et peut sauver leur vie. La contraception peut prévenir 2,7 millions de décès infantiles par an. Elle peut réduire la pauvreté, ralentir la croissance démographique, atténuer la pression sur l'environnement et rendre possible un monde plus stable.

Être en mesure de planifier le nombre de ses enfants et le moment de leur naissance est un droit humain reconnu. Mais ce droit ne s'est pas encore concrétisé, surtout pour les pauvres.

Il est prévu que la demande de planification familiale se gonflera dans les 15 prochaines années, car des millions de jeunes deviennent sexuellement actifs. Mais le financement de la planification familiale est en baisse, et cela depuis des années.

Si elle veut atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, la communauté internationale doit replacer la planification familiale en tête de l'agenda pour le développement. Ceci exigera un engagement tant politique que financier.

LA SITUATION ACTUELLE

- Entre 1960 et 2000, dans les régions en développement, la proportion de femmes mariées utilisant la contraception est passée de moins de 10 % à 60 %.
- Environ 200 millions de femmes dans le monde entier veulent retarder leur prochaine grossesse ou l'éviter absolument, mais n'utilisent pas une planification familiale sans danger et efficace.
- **Les chercheurs prévoient que la demande de contraception augmentera de 40 % au cours des 15 prochaines années.**
- Dans la plus grande partie de l'Asie et de l'Amérique latine, les programmes nationaux de planification familiale ont stabilisé la croissance démographique. Mais les besoins des pauvres n'ont été satisfaits qu'en partie.
- Dans 56 pays en développement, les femmes les plus pauvres donnent naissance en moyenne à six enfants, contre 3,2 pour les plus aisées.
- La croissance démographique est la plus élevée dans les pays pauvres, qui luttent déjà pour couvrir les besoins de leur population en matière d'emploi, d'éducation, de soins de santé et de services.

- **En Afrique, moins de 20 % des jeunes sexuellement actifs utilisent la contraception.** Mis à part le manque d'argent, les obstacles sont les suivants: connaissance insuffisante, crainte de la désapprobation publique, crainte des effets secondaires et perception erronée concernant l'opposition du partenaire.

- Chaque année, 190 millions de femmes sont enceintes – et près de 50 millions recourent à un avortement.

- Environ 68 000 femmes meurent chaque année d'avortements pratiqués dans des conditions dangereuses. Des millions d'autres souffrent d'une infirmité à long terme.

- Pour répondre aux besoins non satisfaits de contraceptifs, l'assistance mondiale en matière de population devrait maintenant dépasser 1,2 milliard de dollars É.-U. par an pour la planification familiale et atteindre plus de 1,6 milliard de dollars d'ici 2015. L'assistance actuelle se chiffre à 550 millions de dollars – moins de la moitié du montant aujourd'hui nécessaire.

LES AVANTAGES DE L'ACTION

- Si elles sont capables de choisir le nombre de leurs enfants et le moment de leur naissance, les femmes sont en mesure d'exercer leur droit. Ce droit conduira souvent à une baisse sensible du taux de fécondité.

- **Les chercheurs estiment que l'accès universel à la planification familiale sauverait la vie d'environ 175 000 femmes chaque année.** Si l'intervalle entre deux naissances atteignait au moins 36 mois, cela pourrait aussi prévenir la mort de 1,8 million d'enfants de moins de 5 ans.

- **Avoir des enfants moins nombreux et en meilleure santé peut réduire le fardeau économique qui pèse sur les familles** pauvres et leur permettre d'investir davantage dans les soins à chaque enfant et dans sa scolarité, ce qui aide à briser le cycle de pauvreté.

- En mettant les jeunes femmes en mesure d'éviter une grossesse précoce, on permet à beaucoup de prolonger leur scolarité.

- **Davantage de femmes entrent dans la population active à mesure que la fécondité baisse.**

- Le ralentissement de la croissance démographique réduit l'exploitation excessive de ressources naturelles limitées, notamment l'eau potable et la terre arable.

- Dans la plus grande partie de l'Afrique, les taux élevés de fécondité et de croissance démographique posent une menace plus grave que le VIH/sida à la réduction de la pauvreté et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

- Les programmes de planification familiale peuvent prévenir les infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH, en encourageant l'utilisation de contraceptifs. De plus, avec la prévention des grossesses non désirées de femmes séropositives, la transmission de mère à enfant est évitée.

- **Le droit humain fondamental de chaque individu de choisir le nombre de ses enfants et le moment de leur naissance exige l'accès à la contraception.**

- Selon la nature des services offerts, les études montrent que chaque dollar consacré à la planification familiale peut permettre au gouvernement d'épargner jusqu'à 31 dollars É.-U. en soins de santé, eau, éducation, logement, égouts et autres modes d'évacuation des déchets, etc.

QUE FAUT-IL FAIRE?

Il est essentiel de dispenser une information sur les risques courus et d'offrir un accès effectif à la planification familiale et aux contraceptifs pour prévenir les décès maternels, réduire la pauvreté et assurer à tous la santé reproductive.

Pourtant, la planification familiale a perdu du terrain sur la liste des priorités internationales de développement. L'insuffisance des fournitures et l'augmentation de la demande posent des difficultés redoutables.

Les gouvernements de la plupart des pays pauvres ont adopté des politiques de la population et de la planification familiale, mais beaucoup manquent de fonds et/ou de volonté politique pour les mettre en oeuvre.

Un engagement politique et financier de haut niveau de promouvoir la planification familiale s'impose d'urgence aux niveaux mondial, régional, national et local. Les ONG et la société civile ont ici un rôle crucial à jouer.

L'UNFPA croit que les mesures suivantes aideront à satisfaire à l'engagement essentiel:

- Une large coalition d'appui - mondiale, régionale, nationale et communautaire.
- Un financement adéquat et régulier pour l'information et les services de planification familiale.
- L'accès universel à l'éducation en matière de contraception et aux produits y relatifs, ainsi qu'à la délivrance de conseils sur la sexualité, la santé et les droits en matière de reproduction.
- La participation des hommes à la promotion de la planification familiale.
- Des campagnes médiatiques pour instruire la population des avantages de la planification familiale.

Environ 200 million de femmes dans le monde entier, surtout dans les pays les plus pauvres, ont encore un besoin non satisfait de moyens de contraception efficaces. Pour répondre à leurs besoins, il faudrait environ 3,9 milliards de dollars par an, mais cela préviendrait 23 millions de naissances non planifiées, 22 millions d'avortements provoqués, 142 000 décès liés à la grossesse (dont 53 000 dus à des avortements pratiqués dans des conditions dangereuses) et 1,4 million de décès infantiles. (Adding it Up, 2004, UNFPA/Guttmacher Institute)

- L'accès à un éventail de méthodes de contraception sans danger et efficaces dans les centres de santé, ainsi que par des ventes subventionnées et des prises de contact au niveau local.
- Un débat aux niveaux national et local sur les droits des hommes et des femmes en relation avec leur corps, leur santé, l'éducation et l'accès aux ressources économiques et sociales.

QUE FAIT L'UNFPA?

L'UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la population, s'efforce d'assurer un accès universel à la santé reproductive et au droit de tous les individus d'être en mesure de décider du nombre de leurs enfants et du moment de leur naissance. Les campagnes de plaidoyer et l'offre de moyens de planification familiale sont essentiels à cet égard.

L'UNFPA agit avec les gouvernements, la société civile et les autres institutions des Nations Unies et il a un rôle de pointe s'agissant de prévoir les besoins, de fournir et coordonner la distribution des produits de santé reproductive, de mobiliser un appui et d'édifier la capacité logistique de chaque pays.

L'UNFPA a des programmes de planification familiale dans 140 pays, qui fournissent des contraceptifs aux antennes sanitaires et aux hôpitaux desservant des millions d'hommes et de femmes.

LIENS

La planification familiale: pour que chaque grossesse soit désirée.

<http://www.unfpa.org/rh/planning.htm>